

A la une



Insured losses in 2025 could exceed \$150bn following costly H1: Swiss Re

06/08/2025

The Swiss Re Institute has revealed that global insured losses from natural catastrophes hit \$80 billion in H1 2025, which is almost double the 10-year average and more than half of the firm's projected full-year figure of \$150 billion.

According to the Swiss Re Institute, the Los Angeles County wildfires in January led to an estimated \$40 billion in insured losses in H1 2025, while insured losses from severe convective storms (SCS) totalled \$31 billion.

It will come as no surprise to readers that the wildfires in January constituted the largest-ever insured wildfire loss event by far.

The Swiss Re Institute noted losses from wildfires have risen sharply over the past decade as rising temperatures, more frequent droughts and changing rainfall patterns "converge with suburban sprawl" and high-value asset concentration.

"Before 2015, wildfire-related insured losses made up around 1% of all natural catastrophe claims. With eight of the ten costliest wildfire events on record occurring in the past ten years, the share of insured losses related to wildfires has increased to 7%," the Swiss Re Institute explained

Meanwhile, the firm stated that despite H1 2025 experiencing several damaging thunderstorms

Le CMF accorde son visa au prospectus d'admission au marché principal des actions de BNA Assurances

P.03

Tunisie : Réforme du code des changes en Tunisie : l'IACE mobilise les acteurs économiques

P.03

La solvabilité basée sur les risques bientôt en vigueur au Maroc

P.05

Sénégal : La Carte Brune passe au numérique

P.06

Oman: Insurers record more than 75,000 traffic accidents in 2024.

P.08

EIOPA's insurance risk dashboard shows a stable risk landscape but flags a negative outlook in certain areas due to the complex global environment

P.10

with large hail and tornado outbreaks in the US, the overall SCS-triggered losses fell below both its trend estimate of \$35 billion and the record-breaking events of 2023 and 2024

P.09

SOMMAIRE

Le CMF accorde son visa au prospectus d'admission au marché principal des actions de BNA Assurances 03

Réforme du code des changes en Tunisie : l'IACE mobilise les acteurs économiques 03

BH Assurance lance «NEXT» : un challenge technologique étudiant placé sous le signe de l'innovation et de l'Intelligence Artificielle 04

Algérie :Congé de maternité : importantes dispositions dans la nouvelle loi relative aux assurances sociales 04

La solvabilité basée sur les risques bientôt en vigueur au Maroc 05

Nigeria enacts sweeping reforms to insurance sector. 06

Sénégal :La Carte Brune passe au numérique 06

Cat bonds, parametrics & risk pools can narrow nat cat protection gap: G20 South Africa event 07

UAE:Howden Re strengthens regional presence with Dubai licence 08

Saudi: Health council fines 110 employers for insurance violations 08

Oman:Insurers record more than 75,000 traffic accidents in 2024. 09

Insured losses in 2025 could exceed 150\$bn following costly HI: Swiss Re\$ 09

EIOPA's insurance risk dashboard shows a stable risk landscape but flags a negative outlook in certain areas due to the complex global environment 10

Le CMF accorde son visa au prospectus d'admission au marché principal des actions de BNA Assurances

06/08/2025

Le Conseil du Marché Financier (CMF) a annoncé, mercredi 6 août 2025, avoir accordé son visa au prospectus d'admission par inscription directe, au marché principal de la cote de la Bourse, des actions de la société BNA Assurances.

Toutefois, le CMF a fait savoir que « l'admission définitive des 87 391 790 actions de nominal un (1) dinar chacune, reste tributaire de la présentation d'un prospectus », ajoutant qu'il a « décidé de retenir un cours d'introduction qui sera égal au cours moyen pondéré sur les cinq dernières séances de Bourse qui précèdent le jour d'introduction ».

Cette opération, précise le CMF, a pour but:

d'accroître la notoriété de l'entreprise ;
d'ancrer encore plus la crédibilité, la transparence et la confiance de la compagnie ;
de renforcer les relations avec les différents acteurs et d'accroître la liquidité du titre.

Il importe de souligner que la date de la première cotation et le cours d'introduction des titres sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis fera l'objet d'un avis.

Le 24 juin 2025, le Conseil d'administration de la Bourse de Tunis avait donné son accord de principe à l'admission des actions de la société BNA Assurances sur le marché principal de la Cote de la Bourse.

BNA Assurances, anciennement connue sous le nom d'«AMI Assurances», a été fondée en 2003 à la suite du transfert du portefeuille de la société coopérative d'assurance et de réassurance Ittihad.

Réforme du code des changes en Tunisie : l'IACE mobilise les acteurs économiques

04/08/2025

L'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE) a lancé une enquête auprès des acteurs économiques tunisiens afin de recueillir leurs avis et recommandations sur le projet de nouveau code des changes, toujours en attente d'adoption malgré les promesses répétées des gouvernements successifs.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du dialogue autour de ce projet, élaboré sous les précédents gouvernements mais jamais finalisé.

L'enquête vise à évaluer les difficultés rencontrées par les entreprises avec la réglementation actuelle et à formuler des propositions pour améliorer le nouveau texte, en coordination avec le ministère des Finances et la Banque centrale de Tunisie (BCT). Elle cherche également à préserver les acquis du code existant tout en intégrant des mécanismes plus flexibles, conformément aux demandes des milieux d'affaires.

La dernière réunion gouvernementale sur ce projet remonte au 26 février 2024, sous l'ancien chef du gouvernement Ahmed Hachani. Depuis, les entreprises et les organisations professionnelles réclament une réforme du code pour l'adapter aux évolutions des marchés financiers locaux et internationaux, notamment par l'introduction de services financiers modernes.

L'enquête, composée d'environ 25 questions, se concentre sur les blocages au code des changes en vigueur, dont la première mouture date des années 1970, avec des amendements partiels par la suite.

Leaders



BH Assurance lance «NEXT» : un challenge technologique étudiant placé sous le signe de l'innovation et de l'Intelligence Artificielle

06/08/2025

Dans le cadre de sa stratégie d'innovation et à l'occasion de son 30e anniversaire, BH Assurance donne aujourd'hui le coup d'envoi officiel de l'événement NEXT, un challenge technologique dédié aux étudiants et centré sur l'Intelligence Artificielle appliquée au secteur de l'assurance.

Organisé en collaboration avec SESAME University et Optima Junior Entreprise, le challenge vise à mobiliser de jeunes talents autour de projets concrets et porteurs d'avenir. Deux problématiques majeures leur sont proposées :

- Développer un chatbot intelligent, capable de répondre aux principales demandes clients (devis, déclaration de sinistre, informations produits, etc.)
- Créer un agent commercial IA, exploitant les données internes pour recommander des offres personnalisées

Le kick-off s'est tenu ce lundi 4 août au sein de la faculté SESAME, réunissant étudiants, encadrants, partenaires académiques et cadres de BH Assurance.

Ce challenge s'étendra sur plusieurs semaines, incluant des workshops, des sessions de mentorat et des étapes d'évaluation. La finale se déroulera au salon Big Tech Africa en septembre, avec la remise des prix devant un jury composé de professionnels du secteur, de partenaires et de représentants académiques.

L'objectif de NEXT?

Encourager l'émergence de solutions concrètes et intelligentes dans un secteur en pleine mutation, tout en renforçant les ponts entre le monde universitaire et le secteur des assurances en TUNISIE.

Algérie :Congé de maternité : importantes dispositions dans la nouvelle loi relative aux assurances sociales

31/07/2025

ALGER - La loi relative aux assurances sociales, récemment promulguée, prévoit de nouvelles dispositions importantes concernant le congé de maternité, les mères travailleuses pouvant désormais bénéficier d'un congé payé de 150 jours consécutifs avec une indemnisation journalière au taux de 100 %, a indiqué jeudi un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Dans le cadre du soutien à la mère travailleuse et du renforcement de la protection sociale de la famille, il a été procédé à la promulgation de la loi 25-08 du 23 Moharram 1447 correspondant au 19 juillet 2025, modifiant et complétant la loi 83-11 du 2 juillet 1983 relative aux assurances sociales, un texte prévoyant de nouvelles dispositions importantes concernant le congé de maternité», a précisé la même source.

D'après la nouvelle loi modifiée, «la femme assurée sociale reçoit une indemnité journalière, au taux de 100%, pendant une durée de cent cinquante (150) jours consécutifs qui débute, au plus tôt, quarante-deux (42) jours avant la date présumée de l'accouchement. Si l'accouchement a lieu avant la date présumée, la période d'indemnisation de cent cinquante (150) jours n'est pas réduite».

«La femme travailleuse se trouvant dans l'incapacité de reprendre son travail à l'expiration du congé de maternité en raison de la naissance d'un nouveau-né atteint d'un handicap, d'une malformation congénitale ou d'une maladie grave nécessitant un accompagnement obligatoire ou une intervention médicale peut demander, sous réserve du dépôt d'un dossier médical justificatif auprès des services de l'organisme de la sécurité sociale, au moins, quinze (15) jours avant l'expiration de la période légale de 150 jours, une prolongation de 50 supplémentaires avec une indemnisation journalière au taux de 100% », selon le même texte.

Si l'état de santé du nouveau-né demeure inchangé et nécessite des soins supplémentaires, la mère peut bénéficier d'une deuxième prolongation de 165 jours supplémentaires, au maximum, sans interruption,

avec une indemnité journalière équivalente à 100 % à condition de déposer un nouveau dossier médical accompagné notamment d'un certificat médical, établi par un médecin spécialiste en pédiatrie attestant que l'état de santé du nouveau-né nécessite le bénéfice de cette prolongation, au moins 15 jours avant l'expiration de la première prolongation estimée à 50 jours».

Cet amendement traduit «l'engagement des Pouvoirs publics à être au diapason des mutations sociales et sanitaires à travers des mécanismes législatifs souples et équitables répondant aux besoins de la famille, consacrant le principe d'équité sociale et soutenant la maternité en tant que droit fondamental garanti par la Constitution et les lois de la République», précise le communiqué.

Pour plus d'informations, les intéressés peuvent contacter les services de la Caisse nationale des Assurances sociales des Travailleurs salariés (CNAS) via le numéro vert 30-10, conclut le communiqué.



Assurances : dix ans après, le Maroc s'arrime à Solvency II

31/07/2025

Les bilans d'ouverture 2026 des entreprises d'assurances et de réassurance doivent être conformes aux nouvelles règles prudentielles du secteur, le dispositif de solvabilité basée sur les risques (Solvency II), effectif dès le 1er janvier prochain. Il s'agit d'un changement culturel profond qui touche la valorisation des fonds propres, l'évaluation des risques et la gouvernance des compagnies.

Ce sont les assureurs qui l'annoncent : les règles prudentielles d'évaluation de la solvabilité basée sur les risques (SBR) seront publiées d'ici la fin de l'année pour une application effective en 2026. La profession indique que la transposition de ces règles prudentielles «aligne notre industrie (ndlr : de l'assurance) sur les standards internationaux les plus exigeants, renforçant ainsi sa solidité financière».

La dernière étape à franchir est l'avis du Secrétariat général du gouvernement (SGG) sur la circulaire régissant cette réglementation. Il devrait intervenir rapidement, confie une source auprès de l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS). C'est donc un chantier fastidieux qui arrive

à terme, non sans difficulté. Il a fallu rassurer les assureurs qui redoutaient une transposition «copier-coller» de la directive européenne, notamment sur les provisions techniques et les fonds propres, deux aspects sensibles.

Avec de la diplomatie et du dialogue – car il y avait aussi de la résistance dans le secteur –, l'autorité de régulation a «tropicalisé» certaines dispositions de Solvency II, mais sans céder sur la colonne vertébrale de ce référentiel. Elle a revu la Circulaire de 2019 et procédé à une étude d'impact approfondie ainsi qu'à des stress-tests afin de rassurer les opérateurs. Trois tests ont ainsi été menés sur le volet quantitatif. Pendant la transition vers le nouveau modèle, la prise en charge des assurances médicales et leurs couvertures sont garanties, comme il ne pouvait en être autrement. La réforme permet également à l'autorité centrale de gestion de financer des campagnes de prévention et de sensibilisation à la santé, en reliant la gestion des assurances à des initiatives de santé publique plus larges.

Les exigences de capital minimum peuvent être calculées au moyen de la «formule Standard», ou d'un modèle développé en interne par la compagnie sous réserve de validation par l'Autorité de régulation. Ce pilier I définit les exigences de fonds propres pour faire face à différents types de risques : marché, investissement, opérationnels, etc.

Le rôle du conseil d'administration devient crucial

Le pilier II de ce dispositif prudentiel traite des exigences qualitatives, notamment les règles de gouvernance et de gestion des risques, ainsi que de l'évaluation propre des risques de la solvabilité. «Solvabilité II» impose aux compagnies la mise en place d'un système de gouvernance efficace dont le but est de garantir une gestion saine et prudente de l'activité.

La structure organisationnelle doit être transparente, avec une répartition claire et une séparation appropriée des responsabilités. Ce schéma de gouvernance repose également sur l'élaboration de politiques écrites, validées par le conseil d'administration ou le conseil de surveillance. Il doit être également proportionné à la nature et à la complexité de chaque entreprise d'assurance. Les exigences de gouvernance sont adaptables selon la complexité et la taille de la compagnie.

Faut-il détacher la DG de la présidence ?

La question de la séparation des fonctions de direction constitue un point crucial pour améliorer l'efficacité de la gouvernance. Cette dissociation n'est pas obligatoire dans la circulaire du régulateur, même si elle figure dans la version originelle des règles de Bâle II appliquées au secteur bancaire en Europe. Au Maroc, il n'est pas prévu de principe de séparation généralisé.

Afrique

SENE.NEWS



Nigeria enacts sweeping reforms to insurance sector.

06/08/2025

LAGOS, Aug 6 (Reuters) – Nigeria's President Bola Tinubu signed into law sweeping reforms to the insurance sector under the Insurance Industry Reform Act (NIIRA) 2025, his spokesperson said on Tuesday.

WHY IT'S IMPORTANT

The new law consolidates decades-old legislation, introducing higher capital requirements, compulsory coverage mandates, and digitisation targets to modernise the sector.

CONTEXT

Nigeria's insurance penetration of less than 1% is among the lowest in Africa, far behind South Africa's 13.7% and Kenya's 2.14%, according to regulator data. Despite this, Gross Premium Written reached \$1.9 billion by the end of 2023 and is projected to hit \$7.84 billion by year-end, attracting global insurers like Sanlam and Allianz betting on long-term growth.

BY THE NUMBERS

The NIIRA Act mandates insurers to maintain minimum capital levels based on their risk profile:

Non-life insurers: 25 billion naira (\$16.39 million)

Life insurers: 15 billion naira (\$9.83 million)

Reinsurers: 45 billion naira (\$29.49 million)

Firms failing to meet these thresholds could face mergers or acquisitions.

KEY QUOTE

"The NIIRA Act 2025 ushers in a new era of transparency, innovation, and global competitiveness for the insurance industry. It aligns with the Federal Government's vision of achieving a \$1 trillion economy," Bayo Onanuga, spokesperson for President Tinubu, said.

Sénégal :La Carte Brune passe au numérique

05/08/2025

À Dakar, du 5 au 8 août 2025, un tournant stratégique s'opère autour de la Carte Brune CEDEAO, ce mécanisme d'assurance automobile obligatoire pour les déplacements transfrontaliers dans l'espace communautaire. Face à ses limites actuelles, les autorités régionales entament une digitalisation complète du système. L'ambition dépasse la simple modernisation administrative : il s'agit d'en faire un levier concret d'intégration économique et de compétitivité régionale.

Créée pour couvrir les accidents de la route entre États membres, la Carte Brune souffre encore de dysfonctionnements majeurs : contrôle peu harmonisé, fraude documentaire, absence de coordination des données, et couverture incomplète. La numérisation vient répondre à ces lacunes. Grâce à une traçabilité en temps réel, un meilleur partage des informations et une réduction des falsifications, le dispositif pourra offrir une sécurité juridique et financière accrue aux assurés comme aux États.

Le Sénégal, qui accueille le Conseil des Bureaux chargé de piloter le système, compte jouer un rôle de leadership dans ce nouveau cycle. Son écosystème numérique en plein essor et sa volonté affirmée de devenir un hub régional des services lui permettent d'envisager une mise en œuvre rapide et structurée du projet. En repositionnant la Carte Brune comme un outil fiable et moderne, Dakar renforce sa stature dans le système assurantiel ouest-africain.

Mais les défis à relever restent nombreux. Il faudra harmoniser les bases de données, assurer la protection des données personnelles, former les acteurs de l'assurance et convaincre les transporteurs de l'utilité de cette réforme. Surtout, la digitalisation ne saurait être efficace sans un renforcement parallèle des politiques de sécurité routière, afin d'aligner les normes sur les nouvelles ambitions du système.



Cat bonds, parametrics & risk pools can narrow nat cat protection gap: G20 South Africa event

05/08/2025

Bridging the widening natural catastrophe insurance protection gap is part of building macro financial resilience, which calls for innovative solutions such as catastrophe bonds, parametric instruments and regional risk pools, according to Lesetja Kganyago, Governor of the South African Reserve Bank.

The G20 South African Presidency, in collaboration with the International Association of Insurance Supervisors (IAIS) and the World Bank Group (WBG), hosted a side event during the G20 Finance Ministers and Central Bank Governors (FMCBG) meetings in Durban in July 2025.

The event brought together senior leaders from governments, central banks and supervisors, the private sector, and international organisations to discuss strategies and solutions for narrowing the natural catastrophe insurance protection gap.

The event was opened by Kganyago, who noted that when governments step in with emergency funds or to judge financial reconstruction, it places additional strain on already limited fiscal space.

"For Central Banks, policy makers and supervisors, bridging this protection gap is part of building macro financial resilience. It calls for stronger risk sharing mechanisms, improved data and modelling of climate related risks, and innovative insurance solutions such as parametric instruments, catastrophe bonds and regional risk pools," Kganyago said.

"More importantly, it requires a coordinated and collaborative effort across governments, insurance supervisors, the private sector, international organisations, multilateral development institutions, and local commodity communities to embed financial resilience into our climate and development strategies."

He continued: "We must recognise that resilience is not only built in the aftermath of disasters, but in the deliberate and proactive planning, and actions before they occur. Insurance is not a luxury. It is a foundational and critical tool for sustainable development.

"I would encourage all of you to think boldly about how we can address this insurance protection gap beyond innovative products to include appropriate, policies and regulations, that are inclusive, accessible, and tailored to jurisdictional circumstances, especially considering the realities of EMDEs."

Clearly, the protection gap poses a global challenge, affecting both advanced and emerging market and developing economies (EMDEs).

Going back to 2023, the global insurance protection gap was estimated at 62%, with gaps exceeding 90% in some EMDEs.

Of course, insurers can have a key contribution towards addressing the protection gap, as highlighted by Antoine Gosset-Grainville, Chairman of the Board of Directors of AXA and Member of the Insurance Development Forum (IDF) Steering Committee, one of the panelists from the event.

"Insurers obviously can have a decisive contribution to address the protection gap, through improvement of risk awareness and full innovative insurance solutions. But there are also microinsurance solutions which can be provided and risk transfer mechanisms which have been put in place," Gosset-Grainville said.

"The second lesson is that prevention and risk reduction require strong public involvement, that's clear. Co-financing of projects, this is the direction to remove barriers to insurance solution. There are a lot of fields where public bodies can concretely contribute. I'm convinced that at the IDF we can help to discuss and put in place those good options."

Moreover, Ajay Banga, President of the World Bank, also noted during the event how the catastrophe insurance gap in developing countries is vast, and how this causes for the majority of losses to go uninsured.

"The problem is the insurance gap in the developing countries is vast, and as the governor said when catastrophe strikes, sometimes 90 percent of losses go uninsured. And why is that? Low affordability, limited financial inclusion, underdeveloped markets and weak regulatory and supervisory systems."

He continued: "Several steps we can take to help and are doing: First, integrate insurance into a broader package of financial services beyond savings and credit deliver it digitally as well. In the whole of Africa where the World Bank supports 13 insurers and 11 financial institutions, are now offering bundled digital services including credit and livestock insurance to over three million farmers, and ranchers in Ethiopia, Kenya, and Somalia." Progress is being made towards a new national framework for disaster risk financing and risk transfer in South Africa.

On August 1st, the Treasury announced a Disaster Risk Strategy for the country, which includes accelerating plans towards parametric risk transfer solutions.

Monde Arabe



UAE: Howden Re strengthens regional presence with Dubai licence

07/08/2025

Howden Re, the global reinsurance, capital markets, and strategic advisory arm of Howden Group, has announced that it has secured a full reinsurance licence from the Dubai Financial Services Authority (DFSA) to operate from Dubai International Financial Centre, the leading global financial centre in the Middle East, Africa and South Asia region.

This licence, along with Howden Re's office expansion, marks a significant milestone in the business's long-term commitment to the Middle East and other key growth markets. Howden Re's expanded Dubai operations will build on its current broking services, with a focus on its treaty, facultative and MGA reinsurance offering and reinforcing its regional growth strategy.

The Dubai operations will be co-led by Mr Julian Samengo-Turner, head of IMEA, who continues to oversee Fac and MGA broking, and Mr Attilio Tornetta, newly appointed head of Treaty & Regional Retro, MEA. Howden Re already has an established facultative presence serving clients across the IMEA region under Mr Samengo-Turner's leadership. The new Dubai licence further strengthens Howden Re's rapidly growing presence across major growth markets. Recently, Howden announced its entry into the Kingdom of Saudi Arabia with a dedicated reinsurance operation offering comprehensive Treaty and Facultative services, as well as strategic advisory capabilities in data, analytics, and capital markets. Additionally, Howden Re has expanded in South Africa under the leadership of Mr Gary Ankorn and deepened its presence in India under Minesh Jani, Head of Reinsurance India. Founded in 1994, the Howden group provides insurance, reinsurance and underwriting services and solutions to clients ranging from private individuals to the largest multinational companies. The Group operates in 56 countries in Europe, Africa, Asia, the Middle East, Latin America, the USA, Australia and New Zealand, employs 22,000 people and manages premiums totalling \$47bn on behalf of its clients.

Saudi: Health council fines 110 employers for insurance violations

01/08/2025

The Council of Health Insurance (CHI) has imposed penalties totaling SR2.5 million on 110 employers for violating provisions of the Cooperative Health Insurance Law, it announced on Thursday.

The CHI stated that the violations were related to employers' failure to provide mandatory health insurance coverage to their employees and eligible family members, despite receiving prior warnings urging them to rectify their status.

Under Article 14 of the Cooperative Health Insurance Law, any employer who fails to subscribe or pay insurance premiums for employees and their dependents is required to pay the outstanding premiums along with a fine not exceeding the annual subscription value per individual.

Additionally, violators may face temporary or permanent bans on hiring foreign workers.

These measures, the council said, are part of efforts to strengthen its regulatory role and ensure mandatory health insurance compliance, aimed at safeguarding the rights of beneficiaries and enhancing fairness and transparency in the system.

CHI spokesperson Iman Al-Turaiki stressed the council's ongoing commitment to building a regulatory environment that promotes compliance and protects the rights of insured individuals and their families.

She affirmed that the council continues to monitor violations and take firm action against non-compliant establishments.

She also urged all employers to take immediate steps to align with the law and ensure a safe and healthy work environment by securing the required insurance coverage.

Oman: Insurers record more than 75,000 traffic accidents in 2024.

05/08/2025

Insurance companies in Oman recorded about 75,200 traffic accidents, 18,552 of which were classified as serious accidents, while the number of minor accidents exceeded 56,600 accidents, according to data released by the Financial Services Authority (FSA).

The data shows a slight decrease in the number of accidents by 0.04% compared to 2023, in which 75,100 traffic accidents were recorded.

The data also shows a decrease of 6.3% in the total value of paid compensation to OMR 21.1m (\$54.9m) in 2024, compared to OMR22.5m in 2023. The number of insurance claims totalled about 76,500 in 2024 compared to 79,800 in the previous year, a decrease of 4.1%.

Insurance claims arising from minor traffic accidents exceeded 56,000 with total compensation amounting to about OMR9.5m in 2024, a 6% decrease compared to 2023, when there were about 9,700 claims with total compensation amounting to about OMR10.9m.

Serious accidents that resulted in material damage only saw 9,866 claims with a compensation value exceeding OMR7.5m in 2024, a year-on-year increase of 5.8%.

Claims for serious accidents resulting in injuries and requiring medical treatment exceeded 10,000 with compensation amounting to about OMR3.5m, a decrease of 12.9%. Claims for serious accidents that resulted in deaths increased by 2.3% in the value of compensation, which amounted to about OMR0.54m.

The FSA emphasises that adherence to traffic safety procedures and instructions is the most important factor in reducing human and financial losses resulting from accidents. The FSA also stresses that the insurance industry contributes effectively to alleviating financial burdens, but it cannot compensate for moral and psychological losses, especially in serious accidents that result in injury or death.

Insured losses in 2025 could exceed 150\$bn following costly H1: Swiss Re

06/08/2025

The Swiss Re Institute has revealed that global insured losses from natural catastrophes hit \$80 billion in H1 2025, which is almost double the 10-year average and more than half of the firm's projected full-year figure of \$150 billion.

According to the Swiss Re Institute, the Los Angeles County wildfires in January led to an estimated \$40 billion in insured losses in H1 2025, while insured losses from severe convective storms (SCS) totalled \$31 billion.

It will come as no surprise to readers that the wildfires in January constituted the largest-ever insured wildfire loss event by far.

The Swiss Re Institute noted losses from wildfires have risen sharply over the past decade as rising temperatures, more frequent droughts and changing rainfall patterns "converge with suburban sprawl" and high-value asset concentration.

"Before 2015, wildfire-related insured losses made up around 1% of all natural catastrophe claims. With eight of the ten costliest wildfire events on record occurring in the past ten years, the share of insured losses related to wildfires has increased to 7%," the Swiss Re Institute explained.

Meanwhile, the firm stated that despite H1 2025 experiencing several damaging thunderstorms with large hail and tornado outbreaks in the US, the overall SCS-triggered losses fell below both its trend estimate of \$35 billion and the record-breaking events of 2023 and 2024.

"Nevertheless, SCS continue to be a major driver of global natural catastrophe insured losses, with year-on-year volatility underscoring their persistent threat to property and infrastructure," the Swiss Re Institute said.

It continued, "With the US season for SCS past its peak, the focus for the second half of the year shifts to the North Atlantic hurricane season that typically peaks in early September.

"Forecasts indicate near-to-above-average activity, with three to five major hurricanes – above the long-term average of three."

With insured losses climbing worldwide, total economic losses are also increasing, with the Swiss Re Institute reporting \$143 billion in H1 2025, up from \$130 billion during the same period in 2024.

Jérôme Haegeli, Swiss Re's Group Chief Economist, commented, "The strongest lever to increase the resilience and safety of communities is to double down on mitigation and adaptation. It's here that everyone can help reduce losses before they occur.

"While mitigation and adaptation measures come at a price, our research shows that, for example, flood protection measures such as dykes, dams and flood gates are up to ten times more cost-effective than rebuilding."

Balz Grollimund, Swiss Re's Head Catastrophe Perils, said, "Reinsurers not only act as a shock absorber for peak risks. They also have a crucial role to help the world prepare and respond to the growing natural catastrophe risk by understanding, quantifying and transferring the risk.

"Their models and tools pave the way for partnerships in public and private sectors that provide innovative, practical answers and help communities get back on their feet faster."



EIOPA's insurance risk dashboard shows a stable risk landscape but flags a negative outlook in certain areas due to the complex global environment

31/07/2025

The European Insurance and Occupational Pensions Authority (EIOPA) published today its July 2025 Insurance Risk Dashboard based on Q1 2025 Solvency II data and Q2 2025 market data. The main findings show that risks in the European insurance sector are stable at a medium level. However, some areas have a negative outlook for the next 12 months, marked by geopolitical tensions, uncertain trade dynamics, and market volatility.

The macroeconomic risks remain at medium level, even though lower inflation forecasts have coincided with modest downward revisions in global GDP. A temporary pause in tariff escalation and ongoing trade negotiations have offered partial relief, but uncertainty persists. Declines in long-term interest rates and monetary policy rates, coupled with slight fiscal deterioration across major economies, have done little to improve the overall risk sentiment. The recent conflict escalation in the Middle East and

unclear trade outcomes continue to weigh on the outlook.

Credit risks remain stable, with minimal movements in risk premia and largely unchanged insurer investment allocations. Credit quality remains high, and household debt registered a slight drop in the euro area.

Market risks, however, continue to be a cause for concern, particularly due to persistent volatility in fixed income markets and a potential disconnect between equity valuations and underlying fundamentals. Insurers' asset exposures have remained broadly stable, while commercial real estate values continue to lag behind the recovery seen in residential properties.

Liquidity and funding risks are also stable, but reflect mixed signals. While cash flow sustainability has improved, a deterioration in liquid asset ratios and persistently high lapse rates remain potential vulnerabilities.

Solvency and profitability indicators held up in early 2025, with strong capitalisation across the sector. While returns on assets and premiums improved, other profitability metrics saw slight declines. Non-life underwriting results strengthened, while life investment returns were stable.

Financial interlinkages risks remain largely unchanged. Insurers' exposures to banks, sovereign debt, and financial markets are steady, though the share of premiums ceded to reinsurers has slightly increased.

Insurance-specific risks are stable at medium level, supported by robust year-on-year premium growth in life and non-life business lines and an improved loss ratio in Q1 2025.

Market sentiment remains cautiously optimistic with the sector being perceived as relatively safe during recent market turbulence. While life insurance stocks underperformed, non-life insurers posted stronger results. Credit Default Swap spreads narrowed, though elevated valuations and geopolitical risks could still trigger repricing in the near term.

ESG risks are stable, though trending upward. Exposure to green bonds increased, while their holdings of broader climate-relevant assets slightly declined. Physical climate risks, particularly windstorms, remained constant.

Cyber and digitalisation risks are gaining prominence, with an increased perceived likelihood of incidents and growing concerns around IT system vulnerabilities.

The insurance sector has shown notable overall resilience, but close monitoring and continued vigilance are necessary as geopolitical, market and operational risks continue to evolve.